

Rapports Harel sur le français à Montréal

Chronique du 20 novembre 2024

En février 2022, l'administration Plante a créé le **Comité de la Ville de Montréal sur la langue française**. La présidence en a été confiée à Louise Harel, ex-ministre et ex-chef de l'opposition officielle à la Ville. Le Comité se compose de 9 autres personnes connues pour leur engagement dans divers milieux (politique, artistique, syndical et autres).

Le Comité a à ce jour publié deux rapports : un premier, désigné **rapport 2023**, bien qu'il soit daté du 21 décembre 2022; le second, désigné **rapport 2024**, qui fut rendu public le 4 novembre dernier.

Que faut-il penser de cette démarche de la Ville ?

Approche technocratique classique

Quiconque est familier des documents produits par la Ville ne sera pas dépaycé. Examinons succinctement la forme et le contenu du premier rapport, celui de 2023 :

- On annonce la création du comité;
- Ce comité présente son mandat et sa composition;
- Suivent 12 recommandations, dont certains intitulés méritent d'être soulignés :
 - Affirmer le caractère francophone de la Ville par un **énoncé de positionnement** (?) et l'adoption du logo **Montréal – Métropole francophone des Amériques** (à titre personnel, c'est une formule que j'utilisais depuis au moins l'élection municipale de 2009);
 - Adopter une **approche transversale de valorisation** (?) de la langue française...;
 - Faire de la **reddition de compte du plan d'action** (?) une **question transversale** (?) à toutes les unités administratives;
 - Organiser un **rendez-vous des forces vives du milieu** (commun à toutes les initiatives de la Ville), des affaires, de la culture et du tourisme....;
 - Exercer un **rôle moteur dans la diffusion d'information** (on n'a pas encore commencé que l'on se voit déjà répandre la bonne nouvelle) sur les projets reproductibles et adaptables auprès de villes francophones et francophiles;
- On annonce ensuite la **tenue d'assises** de la langue française, les réunions de type grande messe étant un classique à la Ville;

- Deux chapitres suivent dont le premier nous dit combien **Montréal est une ville engagée à valoriser le français sur son territoire et à l'international**, le second que **Montréal est une alliée dans la mise en oeuvre de la Charte de la langue française**;
- Le document s'achève par la présentation succincte des 11 projets financés sans le cadre du Plan d'action en matière de valorisation de la langue française 2021-2024. En voici quelques exemples :
 - **Des racines pour grandir** : projet pilote de jumelage de classes au primaire;
 - **MC Challenge 12-17** : compétition visant la création de musique rap en français par des jeunes;
 - **Alvéoles** : ateliers d'éveil à la lecture (enfants) et de création littéraires (parents).
- Le document prend fin sur ces projets certes charmants, mais de très faible portée.

Le second rapport a une structure et un contenu similaires.

Se parler à soi-même

N'allez pas croire que je cherche ici à me moquer. C'est simplement que le vieux singe que je suis a beaucoup vu de ces exercices techno-bureaucratiques où une institution se parle à elle-même, sans lien avec la réalité. Au fil des ans, à titre d'exemples :

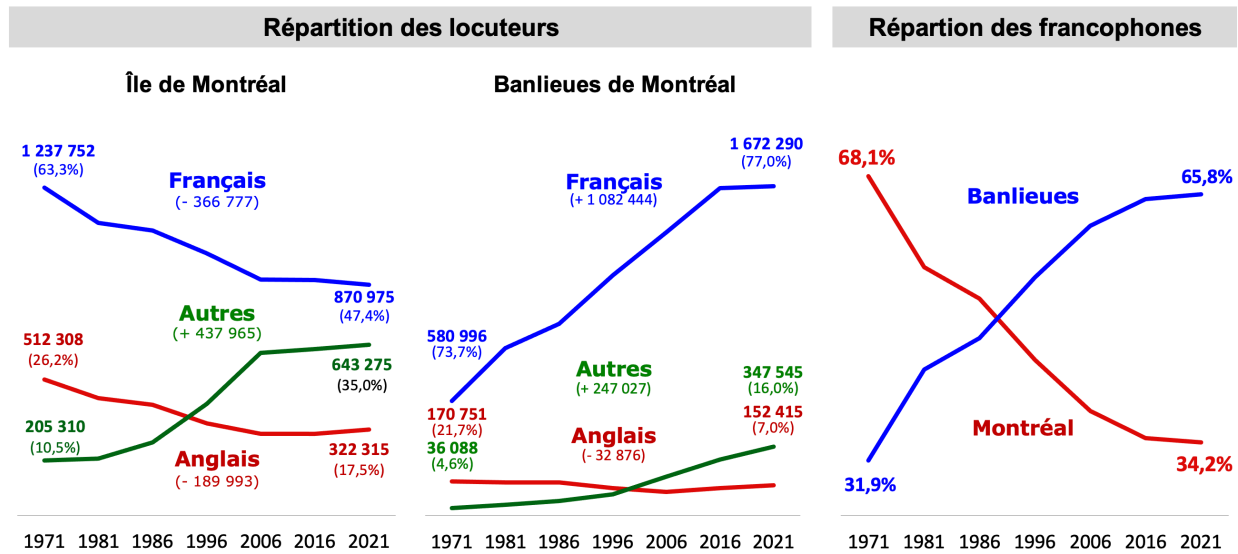
- Transport Canada, prétendant s'attaquer aux émissions de GES en transport, avait créé un comité qui, s'étant réuni trois fois, avait conclu qu'il fallait organiser un colloque réunissant ses seuls employés. J'y fus conférencier. Quelle ne fut ma déception d'apprendre que les « réalisations » que Transport Canada présentait fièrement se limitaient à ce type d'activités de réunionnisme interne;
- Dans l'industrie du transport collectif, l'indicateur clef est le nombre de kilomètres parcourus par les autobus, le métro ou les trains (offre de service), sans forcément de lien avec la forme urbaine, les coûts ou l'achalandage;
- J'ai été au cœur de la préparation du **Cadre d'aménagement métropolitain 2001-2021**, premier document gouvernemental à faire le lien entre transport et aménagement urbain, suivant l'esprit du TOD. Satisfait de cet effort ayant permis la production d'un beau document, le gouvernement attendit 10 ans avant de se soucier que le **Cadre** ait un impact sur la réalité, ce qui ne fut le cas qu'à partir de 2012, par le biais du PMAD.

La démarche de la Ville relativement à la langue française partage simplement ce défaut d'ignorer la réalité, ici le déclin du français à Montréal, de ne pas chercher à en comprendre les causes et, forcément, à ne pas proposer la stratégie correctrice conséquente.

La réalité du déclin du français

Le graphe qui suit illustre de diverses façons le déclin du français à Montréal de 1971 à 2021. Au dernier recensement, par rapport à celui de 1971, Statistique Canada dénombrait 367 000 Francophones en moins sur l'île de Montréal, contre 1,1 million de plus dans le reste de la région métropolitaine. Ainsi, si Montréal accueillait deux Francophones sur trois en 1971, elle n'en accueille plus aujourd'hui qu'un sur trois.

Évolution démo-linguistique en région métropolitaine de Montréal
(langue maternelle, réponses uniques)

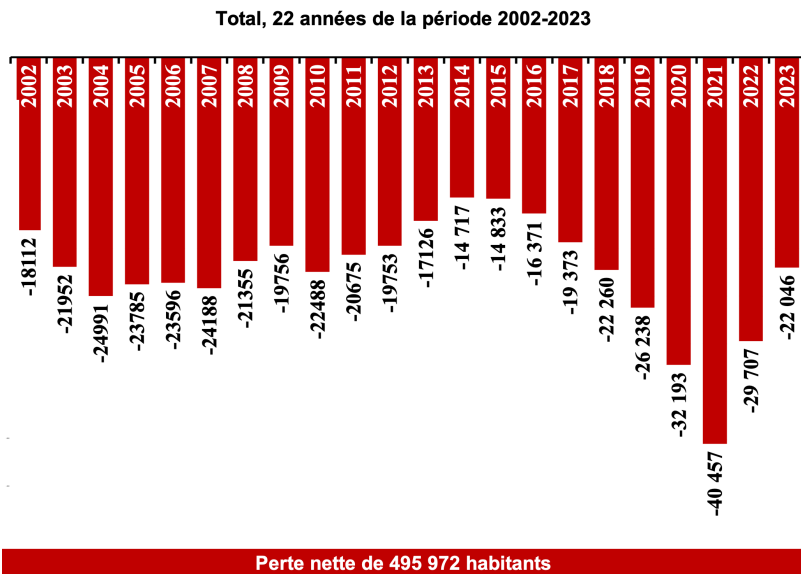


Source : Statistique Canada, Région métropolitaine de Montréal (RMR), recensements quinquennaux

De toute évidence, beaucoup de Francophones ont quitté l'île de Montréal pour les banlieues périphériques au cours des 60 années considérées. Cet exil s'est notamment poursuivi depuis l'entrée en fonction de la Communauté métropolitaine de Montréal, le 1^e janvier 2002, CMM dont la mission première est précisément de s'attaquer à l'étalement urbain :

- Sur les 500 000 départs de Montréal vers les banlieues, au net, les Francophones ont assurément compté pour au moins la moitié.

Soldes nets des migrations de population entre l'île de Montréal et ses banlieues*



Source : Institut de la statistique du Québec
* Quatre régions administratives : Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie

Si l'on regarde maintenant vers l'avenir, les **Perspectives démographiques 2024** récemment publiées par l'Institut de la statistique du Québec laissent entrevoir la poursuite du déclin du français à Montréal, dont les locuteurs de naissance seront passés sous la barre des 40 % de la population en 2041... pratiquement demain matin.

L'enjeu

Moins y aura-t-il de Francophones de naissance à habiter l'île de Montréal, plus sera-t-il difficile d'y freiner le déclin du français. Réciproquement, plus Montréal tendra-t-elle à devenir une métropole nord-américaine comme les autres, dans la mesure où la langue anglaise y deviendra de plus en plus prédominante, un phénomène dont tout observateur de bonne foi peut déjà constater la réalité :

- Dans ce contexte, adopter le slogan **Montréal – Métropole francophone des Amériques** s'apparente plus à un baroud d'honneur qu'à une quelconque stratégie.

L'enjeu consiste à convaincre les Francophones de ne plus quitter Montréal, à revenir y habiter pour ceux qui l'ont déjà quittée

Pourquoi les Francophones quittent-ils Montréal pour les banlieues ? Dans un premier temps, je propose que le **Comité de la Ville de Montréal sur la langue française** réalise une vaste enquête sur ce sujet, à base de sondages, d'avis d'experts, de modélisations sur mesure par l'ISQ, et autres méthodes. Le plus difficile sera d'aller avec franchise au cœur du sujet, sans s'auto censurer par le politiquement correct.

Dans un second temps, divers travaux du **Comité** le conduiraient à proposer des mesures et actions susceptibles de convaincre le plus grand nombre possible de Francophones de demeurer fidèles à Montréal.

J'imagine que les travaux correspondant à chacune de ces deux étapes se déploieraient sur environ 2 années. Ainsi, au plus tard vers la fin de la prochaine mandature municipale 2025-2029, l'on pourrait espérer la mise en oeuvre d'une stratégie crédible de défense et de consolidation du caractère français de Montréal.